

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1155 du 20 avril 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1155

**EDITORIAL** : Le devoir de joie pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Les banques centrales fabriquent la fausse monnaie pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Surprise : la France est en récession ! p. 4 - Mariage pour tous : « passage en force » organisé p. 5 - Hollande en vigie pirate p. 5

**DEMANDEZ LE PROGRAMME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Le devoir de joie

Ce titre ne manquera pas de vous surprendre, voire de vous incommoder. N'y a-t-il pas en ce moment de quoi se lamenter ?

Le terrorisme vient à nouveau de frapper des innocents à Boston. La menace nucléaire est brandie par un dictateur fou. Le fanatisme islamiste est au pouvoir dans de nombreux pays, et veut s'étendre encore. La conjoncture économique est au plus bas en France et ailleurs, il y a des centaines de faillites, des millions de chômeurs, des milliards de dettes. Chez nous nous avons en prime une attaque en règle contre la famille, contre l'enfance, contre le droit naturel. Chez nous nous avons en prime la corruption politique, le mépris du gouvernement pour le peuple, l'arrogance des oligarques. Tout va très bien, Madame la Marquise...

Alors, pourquoi parler de la joie et la présenter comme un devoir ?

Parce que la joie est la seule façon de changer les comportements et d'aller vers la terre promise d'une société de libertés. « Pourquoi pleurer comme une femme sur un royaume que tu n'as pas su défendre comme un homme ? » (propos tenu en 1472, dit-on, par Aixa Fatima à son fils le roi Boabdil qui venait d'être chassé de Grenade par Isabelle la Catholique).

Il me semble que trop de gens aujourd'hui se complaisent dans la complainte, eût-elle des arguments sérieux à faire valoir. Pour ceux qui veulent réellement que la France se libère de ses vieux démons de l'étatisme, du jacobinisme, du laïcisme, du nationalisme, ils ne peuvent se satisfaire de hurler avec les loups. >>>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Le devoir de joie (suite)

Je l'ai déjà dit : les hommes politiques et la presse d'opposition croient assumer leur mission en multipliant les critiques et les attaques contre la gauche au pouvoir, contre les idées dominantes. C'est facile, c'est sans doute à terme électoralement parlant, encore que la répartition des bénéfices entre l'UMP et le Front National ne soit pas encore connue. Mais dans leur démarche, il n'y a aucun entrain, aucune innovation. Simplement, ils attendent le moment venu de l'alternance, alors qu'ils devraient travailler à la rupture, brûler eux-mêmes leurs vieux démons, s'affranchir de la pensée unique.

Mais en qui et en quoi mettre son espoir ?

En qui ? En la société civile. Elle ose maintenant défier le pouvoir. La manif est pour tous. Elle est dans la rue, elle ne s'exprime pas en brandissant les drapeaux rouges de la haine et de la lutte des classes, mais les étendards de la famille : un homme, une femme et des enfants. Elle est calme et déterminée, elle oppose la sérénité à la duperie, au scandale, voire même à la violence des forces de l'ordre qui ont reçu consigne de les traiter chaque jour comme des criminels.

Peu à peu, inexorablement, la société civile va s'organiser. J'ai lancé le principe des « Forums des libertés », de rencontres informelles de citoyens désireux de s'unir et se conforter en préparant la rupture. L'expérience démarre avec lenteur, mais avec détermina-

tion, et les forums vont se multiplier pour peu que vous y croyiez, et que vous en preniez vous-mêmes l'initiative.

### *“ La société civile va s'organiser ”*

En quoi espérer ? En des projets, en des programmes qui ont permis à de nombreux peuples de sortir des ténèbres en retrouvant les lumières de la liberté. J'évoquais la semaine dernière le miracle anglais des années 1980, porté par Margaret Thatcher, elle-même portée par sa foi libérale. Mais peu après, l'Amérique était de retour avec Reagan. Puis les révolutions de velours ont abattu le communisme en Europe Centrale et de l'Est. Plus près de nous encore, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande rompaient avec l'Etat Providence. Et ces toutes dernières années la Suède et l'Allemagne les imitaient.

Tous ces peuples étaient devenus tristes. Tous ces gens n'avaient plus la possibilité ni l'envie de mener leur vie. Puis soudain, un désir de joie les a saisis, ils ont pris leur destin en mains, brisé les chaînes politiques, bureaucratiques, pour affirmer leur droit à la liberté.

C'est à notre tour de retrouver la joie. Nous ne rassurerons ni n'entraînerons les Français, et notamment les jeunes, en pleurant sur le déclin du pays et les malheurs qui nous atten-

dent. Les jeunes fuient déjà vers l'étranger ou s'enfoncent dans le néant. Spectateurs critiques ou acteurs responsables ? Bonne question de Christian Saint Etienne.

Pour agir, pour préparer l'avenir, il nous faut de la joie. « La vérité vaincra » : j'ai fait mien ce slogan des Polonais écrasés par la dictature soviétique. L'espérance se nourrit dans la joie. Potion magique : écoutez Charles Trenet, ou des dialogues d'Audiard, ou des disques du Splendid : Y a d'la joie, qu'est-ce qu'on attend pour être heureux, Madame la Marquise ...

### *“ La joie, une potion magique ”*

Ce n'est pas facile, comme le rappelait Péguy qui traitait des trois vertus théologiques : foi, espérance et charité. « C'est la foi qui est facile et de ne pas croire qui serait impossible. C'est la charité qui est facile et de ne pas aimer qui serait impossible. Mais c'est d'espérer qui est difficile. Et le facile et la pente est de désespérer et c'est la grande tentation. »

Ne cédon pas à la tentation. Assumons notre devoir de joie.

**Jacques Garelo**

## LES BANQUES CENTRALES FABRIQUENT LA FAUSSE MONNAIE

Il flotte comme un parfum de mai 68 dans les bureaux des banques centrales. L'imagination y a pris le pouvoir. Comme en 68, les « propositions innovantes » consistent à revenir aux vieilles lunes, et, aux initiatives les plus délirantes. La meilleure innovation est à coup sûr celle de la bonne vieille planche à billets.

Aujourd'hui, la Réserve Fédérale mène une politique de « quantitative easing » (aisance quantitative) : émettre du billet vert en quantité illimitée, sans souci de dépréciation du dollar. A son tour la Banque du Japon veut doubler la masse monétaire en deux ans. Quant à la Banque Centrale Européenne, elle « cherche des idées » pour stimuler la croissance.

Au mieux, on nous prépare de jolies bulles spéculatives, au pire, une inflation généralisée.

### La révolution monétaire japonaise

Il y a deux semaines, c'est la Banque du Japon qui a sonné la charge. Elle que l'on disait plutôt orthodoxe (« timorée » dit Le Monde, le laxisme étant sans doute un signe de courage), la voici qui se convertit à la relance monétaire la plus radicale. Déjà, le Japon manipule la valeur externe de la monnaie (la « dévaluation compétitive ») dans l'espoir de relancer son commerce extérieur. Mais la dévaluation compétitive cesse d'être efficace quand il y a compétition entre dévaluateurs : si tout le monde baisse en même temps, les valeurs relatives des devises ne changent pas.

Voici que le nouveau gouverneur de la « BoJ », Haruhiko Kuroda, s'est déclaré prêt à faire « tout ce qui peut l'être » pour sortir le Japon de la récession (toute relative, puisque la croissance y est supérieure à celle de la zone euro et le chômage y est très inférieur). Il propose ce que Le Monde appelle une « révolution monétaire ». Laquelle ? Le doublement en deux ans de la base monétaire, soit 1 400 milliards de dollars à injecter.

### Monétarisation de la dette

C'est en effet une révolution, au sens où cela consiste à revenir au point de départ, c'est-à-dire au laxisme monétaire qui avait conduit le Japon, comme d'autres pays, à l'inflation galopante.

Comment réaliser ce tour de magie ? La BoJ procèdera à des achats massifs d'obligations d'Etat, dans toutes les maturités, donc y compris des obligations à 40 ans. C'est la monétarisation de la dette publique dans toute sa splendeur. Cela ne suffit pas. La BoJ va aussi acheter des actifs réputés plus risqués, des titres de fonds immobiliers ou des fonds cotés en Bourse. Il est loin le temps où Jacques Rueff pourfendait l'achat de « fausses créances », qui conduit à émettre de la fausse monnaie !

Les dirigeants de la BoJ soulignent que cela fait vingt ans que le Japon s'enferme dans une spirale déflationniste qui expliquerait la crise économique. Etrange déflation que celle qui consiste en une moindre hausse des prix ! On n'est pas en 1929 avec des prix qui chutent de 50%. Mais puisque, paraît-il, déflation il y aurait, la solution est simple : il faut faire de l'inflation. CQFD.

Le schéma est d'une simplicité toute keynésienne : on injecte des quantités phénoménales d'argent, donc on favorise le crédit à bon marché aux ménages et aux entreprises ; l'économie, ainsi stimulée par la demande, va redémarrer. En clair ? Donner de l'argent gratuit à tous ceux qui en demandent. Ce qui a échoué partout depuis des décennies. Mais ici la mystification est énorme : qui peut croire qu'en doublant la quantité de monnaie, les prix monteraient seulement...de 2%,

comme l'annonce la BoJ ? A court terme, les marchés financiers seront ravis de cette manne : ils pourront spéculer impunément sur n'importe quelle valeur, et les dettes souveraines étrangères elles-mêmes vont trouver acquéreurs. A coup sûr, la bulle financière ainsi prévisible se créera aussi vite qu'elle se formera.

### La BCE veut remettre du carburant dans la machine

La Banque Centrale Européenne paraît plus sage, l'Allemagne veillant au grain. Il y a pourtant de quoi être inquiet. « La BCE réfléchit tous azimuts pour soutenir l'activité en Europe » titre les Echos ; « La BCE en quête d'idées pour stimuler l'activité » enchaîne Le Figaro ; « La BCE cherche comment soutenir l'activité » conclut Le Monde. Là aussi l'imagination est au pouvoir. Mais le principe reste le même : la politique monétaire doit soutenir l'activité, elle prend ainsi le relais de la politique budgétaire dont les « bienfaits » sont maintenant épuisés à cause de la crise des dettes souveraines.

Mario Draghi envisage « de nouveaux instruments » pour stimuler l'économie. Il a précisé « nous devons réfléchir intensément pour trouver quelque chose qui soit à la fois utile et compatible avec notre mandat ». « Nous réfléchissons à 360 degrés ». >>

## Les banques centrales fabriquent la fausse monnaie (suite)

Il a ajouté qu'il pourrait s'inspirer de ce qui se passe dans les autres pays (USA et Japon). Voilà de quoi rassurer. Il est question de baisser encore les taux de la BCE, ce qui est très novateur et a produit jusqu'ici des effets miraculeux sur la croissance ! L'idée principale, elle aussi novatrice, est de remettre « du carburant dans la machine ». Traduisons : le keynésianisme budgétaire étant sorti de piste, on revient au keynésianisme monétaire. Mais on pense aussi à des « mesures non standards » comme un programme pour soutenir le financement des PME. Un pas de plus dans l'étatisation de la vie économique : nous seulement on accentue le laxisme monétaire, mais encore on réintroduit la planification économique.

### L'extraordinaire aveuglement des banques centrales

Dans notre tour d'horizon, nous n'avons pas relevé la prétention à l'originalité de la Banque

d'Angleterre. Libérée des « disciplines » de l'euro, elle a déjà procédé à une dévaluation de 25 % environ de la livre sterling. Mais elle y ajoute désormais la sélection du crédit : les banques pourront se refinancer auprès de la Banque d'Angleterre à des conditions plus avantageuses si elles acceptent d'accorder des crédits à des projets qui concernent des secteurs économiques privés de financement. Ici peu importe la rentabilité ou la solvabilité des emprunteurs, on les sélectionne simplement sur le fait qu'ils appartiennent à un secteur en souffrance, considéré comme prioritaire par la Banque d'Angleterre (crédit immobilier par exemple). Innovation géniale ? Non : le fait de prêter par priorité à des gens insolubles a été à l'origine de la création des subprimes aux Etats Unis ! Mais l'idée est tellement bonne (et les résultats tellement probants aux USA) que Mario Draghi veut reprendre le même modèle, mais « mieux adapté ».

Le Directeur de la BCE a également insisté sur le fait que le taux d'inflation étant en dessous de l'objectif des 2%, on avait de la marge. Personne n'a osé lui faire remarquer que les statuts de la BCE lui faisaient obligation de lutter contre l'inflation.

Si l'imagination est au pouvoir chez les Banques Centrales, elle consiste avant tout à revenir aux erreurs du passé ; on a mis des décennies à se débarrasser de l'inflation, en maîtrisant la masse monétaire. C'est le grand bond en arrière, qui provoquera bulles sur bulles avant de se traduire en inflation. Les Etats en sont fort aise : l'inflation réduit le poids de la dette. Peu leur importe que les épargnants soient volés et l'économie ruinée. L'important est qu'ils montrent au peuple, tels les médecins de Molière, qu'ils prennent soin de lui.

Jean Yves NAUDET

## Surprise : la France est en récession !

*Nos lecteurs l'ont su avant le FMI et le Haut Conseil des Finances*

Il y a quelques semaines (Nouvelle Lettre n° 1137 du samedi 24 novembre 2012), Jean Yves Naudet intitulait sa chronique de conjoncture « récession ». Au vu des statistiques officielles auxquelles tout le monde avait eu accès, il affirmait que la France était réellement en récession, même si d'adroites manipulations de l'INSEE permettaient de masquer la situation. Aujourd'hui, le doute n'est plus permis et il n'y a plus que Bercy, aux ordres du gouvernement, pour croire encore que la France a toujours un souffle de croissance, alors que le Produit Intérieur Brut a déjà décliné. Le

FMI et le Haut Conseil des Finances, issu de la Cour des Comptes, présidé par Didier Migaud (naguère socialiste) et créé par François Hollande en mars dernier contestent l'optimisme officiel de la croissance.

Double leçon de cette affaire. La première c'est qu'il faut toujours un certain temps à de nobles institutions pour se rendre à la réalité. Milton Friedman avait d'ailleurs condamné les politiques conjoncturelles « discrétionnaires » (laissées à la discrétion de l'Etat) avec sa théorie des décalages (lags) : il y a toujours un retard entre les fluctuations de l'activité

économique et leur prise de conscience par les décideurs politiques.

La deuxième leçon, c'est qu'un bon économiste s'intéresse non seulement à constater les faits en temps voulu, mais aussi à expliquer pourquoi ils se produisent. C'est ce que faisait Jean Yves Naudet en concluant : « Moins d'Etat, moins d'impôts, moins de dépenses publiques, moins d'entreprises publiques, moins de réglementations, plus de liberté et de responsabilité, voilà le seul moyen efficace de combattre la récession et la morosité. » •

# Mariage pour tous : « passage en force » bien organisé

*Mais il est sans lendemain et prépare une « société de violence »*

**C'**est en tous cas l'opinion du cardinal André Vingt Trois, qu'il a exprimée dans son dernier discours en qualité de Président de la Conférence des Evêques de France, mission qui échoit désormais à Monseigneur Georges Pontier, archevêque de Marseille.

**E**t, de fait, le gouvernement a tout fait pour prendre l'opposition de court. Avant le projet de loi, il n'y avait eu ni concertation ni débat, et les médias aux ordres s'étaient arrangés pour ne donner la parole qu'avec parcimonie aux défenseurs de la famille et de l'enfance. Les rendez-vous de la « Manif pour tous » n'ont jamais été annoncés et les comptes-rendus ont été le plus souvent tendancieux. Mais le comble a été l'accélération de la procédure

parlementaire : le Sénat saisi à la hâte, et maintenant l'Assemblée qui se réunit pour ne rien changer au texte du Sénat, de sorte que la loi pourrait être adoptée dès mercredi prochain. Lundi soir dernier, en Commission des Lois, la majorité de gauche a obtenu que tous les amendements soient repoussés. Ainsi la Manif pour tous qui visait le rassemblement géant en mai a-t-elle été court-circuitée. La parade n'a pas tardé : ministres et députés de gauche auront à subir un harcèlement permanent dans toutes les semaines à venir. Comme dit le cardinal « on peut se simplifier la vie un moment », mais à terme on prépare une société de violence.

**M**onseigneur Vingt Trois a très clairement dénoncé l'arbitraire du législateur quand il ignore délibérément l'éthi-

que de la société occidentale : « Nous ne devons plus attendre des lois civiles qu'elles défendent notre vision de l'homme ». Les Chrétiens, ajoute-t-il, ne doivent pas s'abriter derrière le « conformisme social », ils doivent exiger que soit reconnue leur « différence ». Dans une société où les hommes sont condamnés à « l'uniformité officielle » les frustrations de l'expression personnelle mènent à la violence. Pour autant, la lutte n'est ni politique, ni idéologique, elle est religieuse et morale. Elle implique une responsabilité personnelle, un comportement exemplaire.

« Nous ne pouvons pas rester muets devant les périls ». Le cardinal nous invite ainsi à témoigner et à marquer notre détermination. •

## Hollande en vigie pirate

*Courageusement le Président est allé à Roissy vérifier les dispositifs de sécurité*

**D**epuis quelques heures nos compatriotes peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Avec le courage et l'opportunisme médiatique qui le caractérisent, François Hollande a risqué une visite périlleuse à l'aéroport Charles de Gaulle pour s'assurer que les mesures vigie-pirate étaient bien en place. A-t-il réellement testé leur efficacité ? Certains l'ont vu passer plusieurs fois entre les portiques et il a demandé à être fouillé comme il sied à un président de la République. D'autres ont cru qu'il y avait des gens de la Manif pour tous qui cherchaient à le presser,

mais ce n'était qu'un groupe de grévistes des salariés d'Aéroport de Paris mécontents des conditions de travail et de la suppression des exonérations pour heures supplémentaires.

**B**ref, les Français devraient se sentir plus en sécurité que les Américains. Le Président lui-même se sent-il à l'abri ? Tel une vigie, il scrute à l'horizon politique tous les pirates qui veulent faire exploser Matignon et l'Elysée. Et il se demande si le risque vient de l'extérieur, ou de l'intérieur – car quelques extrémistes de son

camp peuvent tout faire sauter.

**L'**opération Roissy est une répétition adroite de l'opération Mali. La cote de François Hollande avait faiblement remonté quand le chef de l'Etat, chef des armées, avait décidé d'intervenir au Mali. Pourquoi les Français n'admiraient-ils pas à nouveau ce Président qui assure leur sécurité avec un tel panache ? La courbe d'impopularité, comme celle du chômage, est certainement en train de s'inverser. Ce sera au plus tard pour la fin de l'année ! •

# Demandez le Programme

## **L'enseignement choisi et ouvert à tous**

*A la découverte d'un programme libéral, je vous ai proposé de commencer par le chapitre de l'éducation. J'ai rapidement dressé le procès-verbal de carence du système scolaire français actuel. Le constat, hélas banal : l'école coûte très cher pour des résultats lamentables, tant au niveau des connaissances que des comportements. La raison en est évidente : le mammoth, ce monstre bureaucratique et syndiqué qui dispose d'un monopole hors d'atteinte.*

*Je rappelle aujourd'hui les principes qui doivent guider l'école du futur, l'école de la liberté. J'exposerai les réformes pratiquées à l'étranger en application de ces principes.*

**Jacques Garello**

### **Le choix des familles**

« L'école instruit des enfants éduqués par leurs parents ». Cette maxime de Jules Ferry permet de rappeler un premier principe : l'éducation est avant tout l'affaire des parents, les enfants n'appartiennent pas à l'Etat.

Hélas, ce principe a été progressivement oublié, voire volontairement effacé sous l'effet d'une double évolution. D'une part, le plan des communistes Langevin Wallon a inspiré le Ministère de l'Education Nationale depuis 1947 : les enfants doivent recevoir une éducation civique et morale dans le cadre d'un service public unique et laïque. D'autre part, la famille a pris de rudes coups, en partie sous l'effet d'une législation prétendant « suivre l'évolution des mœurs ».

L'arme absolue de dépossession de la famille aura été l'interdiction du libre choix de l'école. Elle n'a pas pris seulement la forme de la carte scolaire, mais aussi celle du collègue unique, et surtout celle de l'étouffement de l'école libre, menacée même de disparition en 1984.

Voyons, de façon générale, comment peut se situer la ligne de

partage des responsabilités entre familles et pouvoirs publics. Six possibilités au moins sont offertes :

1° Les pouvoirs publics prennent totalement en charge instruction et éducation ;

2° Ils laissent aux familles la possibilité de choisir l'école publique de leur enfant ;

3° Ils sous-traitent l'enseignement public à des écoles privées, au choix des familles. Les écoles privées sont soumises totalement ou partiellement aux normes publiques ;

4° Ils couvrent les coûts de l'école choisie par les familles et n'imposent aucune norme (sauf hygiène et sécurité) ;

5° Ils ne couvrent les coûts que pour les familles qui ne peuvent le faire ;

6° Ils ne s'occupent de rien, mais ne prélèvent pas d'impôts.

En France nous nous situons actuellement au niveau 3. Resterait donc, pour offrir un libre choix aux familles, à admettre l'autonomie des établissements et la concurrence rendue possi-

ble par un financement public soit systématique (niveau 4) soit sélectif au titre de la solidarité (niveau 5). La privatisation totale (niveau 6) n'exclut pas des formes de solidarité volontaire (les écoles chrétiennes du 19<sup>e</sup> siècle par exemple).

Mais quels « pouvoirs publics ? » Quelle est l'administration qui intervient dans le domaine scolaire : est-ce l'Etat ? La commune ? Une collectivité territoriale intermédiaire ?

Un « service public unique et laïque de l'Education Nationale » géré par un ministère d'Etat ne laisse en général aucune liberté aux familles, car c'est lui qui a les moyens financiers et qui impose ses directives centralisatrices.

### **La concurrence scolaire**

Le libre choix des familles est assuré quand elles peuvent mettre leurs enfants dans l'établissement qui leur semble le meilleur tant au niveau de l'instruction que de l'éducation. Encore faut-il qu'il y ait liberté d'enseigner et libre concurrence entre établissements : c'est ce deuxième principe qui donne consistance au précédent.

A ce principe on oppose volontiers le slogan « L'argent public à l'école publique ». Mais l'argent dont dispose aujourd'hui le ministère de l'Education Nationale n'est pas la propriété ni de l'Etat, ni des établissements, ni des enseignants, ni des syndicats. C'est l'argent des contribuables. C'est ce que tous les Français ont payé pour donner aux enfants de France une instruction de qualité.

En réalité pour chaque enfant de France, il y a un crédit annuel de 5.000 euros environ, puisque le budget de l'Education Nationale est environ de 60 milliards d'euros pour 12 millions d'enfants scolarisés. Ces 5.000 euros peuvent indifféremment aller vers le public ou le privé, suivant non pas la volonté des gouvernants et une règle arbitraire, mais suivant la volonté des parents. Comment ce financement doit-il être organisé ? C'est un autre choix, et on pense spontanément aux bons scolaires, ou aux crédits d'impôts, ou aux contrats d'association.

Je passerai plus tard en revue les techniques actuellement adoptées dans plusieurs pays.

Le double mérite de la concurrence, ici comme ailleurs, est la qualité et la souplesse. Une saine émulation s'instaurera entre établissements, dont le succès dépendra de la confiance durable des familles. La concurrence permettra aussi de faire des offres pédagogiques variables (rythmes scolaires, méthodes d'enseignement, de contrôle) et de diversifier les formations suivant les aptitudes et les goûts des élèves. Il est prouvé que le collège unique conduit à l'échec, et qu'une scolarité « classique »

jusqu'à l'âge de 16 ans fait perdre deux ou trois ans à des adolescents qui seraient mieux à leur place dans des centres d'apprentissage ou dans des entreprises, ou à la ferme. Précisons enfin que la concurrence n'est pas limitée au duel public/privé, mais doit exister à l'intérieur des deux ordres. De nombreux responsables du public trouvent insupportable le poids bureaucratique du ministère et aspirent à l'autonomie budgétaire, à la possibilité de choisir une large partie de leurs enseignants et de leurs équipements.

## **Tout petit Français a droit à une école**

Les deux principes de libre choix des familles et de concurrence scolaire garantissent une école de qualité. Encore faut-il que l'accès à l'école soit possible, et pour l'enfant, et pour les familles.

*Aucun enfant ne peut être exclu*



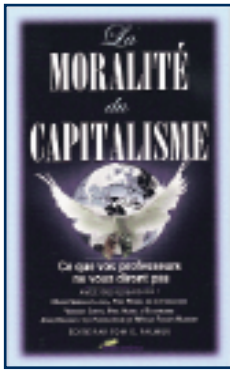
L'accès est réduit pour les enfants qui ont des handicaps physiques ou mentaux. Leur scolarisation est difficile, pour des

raisons pédagogiques (manque d'établissements d'accueil et d'enseignants spécialisés) mais aussi financières : le coût de l'enseignement et des prestations afférentes (transport et suivi médical) est très élevé. Peu de familles ont les ressources voulues. Il est naturel que la communauté locale ou nationale prenne en charge totalement ou partiellement l'instruction et l'accompagnement de ces enfants. Cette solidarité peut s'organiser soit à travers l'impôt, soit à travers des fondations et institutions charitables avec un régime fiscal adapté.

L'accès est également réduit pour les enfants dont les familles sont dans un état d'extrême pauvreté et ne peuvent exercer leur liberté de choix. Si le crédit annuel de 5.000 euros ne leur parvient pas par l'une des techniques financières évoquées, la solidarité doit là encore s'exprimer et l'enfant ne peut être condamné à fréquenter des écoles de seconde zone alors qu'il est assez doué pour aller dans les meilleurs établissements. Cela n'empêche pas d'inciter les familles à se sentir peu ou prou financièrement responsables.

On débouche ainsi sur la question que posait Milton Friedman dans *Capitalisme et Liberté* :

« L'enseignement est-il un service collectif ou public fourni par l'État pour le bien-être de la communauté ou un service individuel privé destiné à préparer l'avenir des enfants et à travers leur réussite à servir la communauté ? » •



## La Moralité du Capitalisme

Ce que vos professeurs ne vous diront pas

Tom Palmer, ed.

Ce petit opuscule rétablit la vérité sur le capitalisme. Il a le mérite de placer le débat là où on l'aborde rarement : les liens entre capitalisme et éthique. Il a aussi le mérite de rassembler une série d'essais par des intellectuels prestigieux, tels

Mario Vargas Llosa, prix Nobel de Littérature ou Vernon Smith, prix Nobel d'Economie. Mais l'essentiel du mérite de l'ouvrage revient à Tom Palmer, économiste et philosophe de la Fondation Atlas, qui n'a pas seulement organisé l'ouvrage, mais a rédigé aussi plusieurs chapitres et une introduction de qualité exceptionnelle.

Deux idées majeures dominent l'ouvrage. La première, c'est que l'on ne peut réduire le capitalisme à sa seule dimension économique. Le capitalisme ce n'est pas uniquement le marché ou le libre échange, c'est un ensemble de règles juridiques, politiques et éthiques qui permettent la rencontre des hommes, l'harmonisation de leurs intérêts, dans le respect de leurs choix personnels et de leurs différences. La deuxième idée, c'est que ce que l'on appelle capitalisme aujourd'hui n'est qu'une caricature de capitalisme. C'est le capitalisme « de connivence », fondé sur les relations, les réseaux, le copinage et finalement la corruption. Il s'oppose au capitalisme véritable, le capitalisme de liberté, fondé sur des vertus éthiques qui elles-mêmes dictent les règles du jeu aux êtres humains.

Mario Vargas Llosa, comme on pouvait s'y attendre, insiste sur la primauté de la liberté. Il discourt sur le concept de culture, que l'on oppose volontiers aujourd'hui à la mondialisation économique. La France n'est-elle pas menacée par la « malbouffe », comme le dit José Bové ? La culture française n'est-elle pas celle de la gastronomie, de l'élégance, de la raison ? Mario fait remarquer que c'est une version statique de la culture, c'est le refus d'admettre que les choses et les esprits changent : les Français ne sont plus les mêmes, ni davantage les Anglais ou les Espagnols. Ce refus est liberticide, il conduit à la pensée unique. La liberté nous vaudra-t-elle une culture standardisée ? Certainement pas : comme Thomas Elliot l'avait prédit, la mondialisation encourage la diversité et de multiples cultures locales se développent, dans une tradition séculaire peut-être, mais avec la touche de l'innovation.

Vernon Smith pour sa part insiste sur l'importance des droits de propriété, règle fondamentale du capitalisme. La propriété permet l'échange et l'échange permet le service de la communauté entière. Comme l'avait découvert Smith (Adam) c'est de la rencontre avec l'autre, c'est de la nécessité de participer à une oeuvre commune à travers la spécialisation, que le grand progrès économique, fondé sur le libre échange, a été possible. La mondialisation rend les hommes plus solidaires et responsables, parce que propriétaires

Vous retrouverez avec profit ces thèmes dans l'ouvrage de Tom Palmer. Ils vous permettront aussi de trouver les arguments de nature à convaincre tous ceux que le capitalisme laisse sceptiques, critiques, ou adversaires.

Tom Palmer, *La moralité du Capitalisme*, Atlas Foundation, traduction française par Emmanuel Martin, 2013

Pour toute commande, contact : [emmanuel.martin@atlasnetwork.org](mailto:emmanuel.martin@atlasnetwork.org)

## Le dernier Bulletin liberté économique et progrès social vient de paraître



Au programme de ce dernier numéro :

- *Les Harmonies concurrentielles*, Xavier Fontanet, Président honoraire d'Essilor,
- *Les tribulations de l'Union Européenne*, Fred Aftalion, Vice-Président de l'Aleps,
- *Êtes-vous citoyen ?*, Jean-Philippe Feldman, administrateur de l'Aleps,
- *Retraites : on a tout essayé*, Jacques Garelo, Président de l'Aleps,
- *L'enseignement de Benoît XVI, une vision anthropologique*, Professeur Jean-Yves Naudet,
- *La moralité du capitalisme*, Emmanuel Martin.

Ces articles sont d'authentiques contributions scientifiques où le lecteur peut trouver des arguments de nature à convaincre des bienfaits d'une société de libertés.

Xavier Fontanet démontre que la libre concurrence mondiale permet de mieux servir les consommateurs et, loin d'être une guerre économique, est un élément d'harmonie sociale. Jean-Yves Naudet rappelle que le message social de Benoît XVI repose sur une vision harmonique des relations entre les hommes dans le sens du bien commun. Par comparaison, combien sont risibles les tribulations de l'Union Européenne (Fred Aftalion) et les efforts désespérés de nos gouvernants pour sauver une Sécurité sociale en train d'exploser (Jacques Garelo).

**Abonnement par courrier auprès de la talentueuse rédactrice en chef, Jacqueline Balestier, Aleps, 35 av. Mac Mahon, 75017 Paris, ou par téléphone au 01 43 80 55 18.**